

English translation below

Scrutiny review

Réponse du CRPMEM de Normandie

➤ Does the Marine Spatial Plan achieve the correct balance between commercial activity, leisure activity, the Island's cultural heritage and the needs of the natural environment?

Le Plan d'aménagement de l'espace marin parvient-il à trouver le juste équilibre entre l'activité commerciale, les activités de loisirs, le patrimoine culturel de l'île et les besoins de l'environnement naturel ?

Il est difficile de parler d'équilibre quand toute l'approche concernant l'environnement est basée sur le principe de précaution. De plus, l'essentiel des mesures proposées concerne la pêche professionnelle et elles sont par ailleurs très impactantes.

La méthodologie utilisée par le gouvernement de Jersey n'est pas raccord avec celle utilisée pour les AMP en France et plus localement dans le Golfe Normand-Breton (Anse de Vauville, Banc et Récifs de Surtainville, Chausey). La méthodologie française recherche justement l'équilibre entre tous les enjeux. Il est donc difficile de trouver un équilibre géographique dans un espace aussi restreint.

Absence de cohérence avec la méthodologie française

Jersey, comme la France, a pour objectif d'atteindre 30% de ses eaux en aires marines protégées (AMP) d'ici 2030. Afin d'atteindre cet objectif commun, il serait intéressant de maintenir une cohérence entre les méthodologies utilisées par Jersey et la France.

En effet, les services compétents français ont une méthodologie plus exhaustive, appelée l'Analyse Risque Pêche (ARP), méthode détaillée dans notre contribution au MSP.

Cette méthode permet de caractériser l'impact des activités de pêche sur les habitats et les espèces à enjeux de l'aire marine protégée. Ainsi les pressions sont réduites jusqu'à ne pas être préjudiciables pour l'état de conservation des habitats/espèces tout en permettant un maintien des activités de pêche. Par la suite, des mesures réglementaires peuvent potentiellement être mises en place de manière concertée.

Absence de caractérisation du risque par Jersey

Une meilleure compréhension des mesures prises par les autorités jersiaises sur les habitats aurait pu être obtenue en fournissant davantage d'éléments. Effectivement, dans les documents fournis pour cette consultation, il n'est jamais spécifié l'état de conservation des habitats. L'argument principal semble être le caractère extraordinaire que ces habitats peuvent présenter en termes de diversité. Il est évident qu'un suivi particulier doit être accordé à des habitats aussi remarquables, toutefois, mettre en place des mesures d'interdiction de manière préventive dans des zones importantes économiquement et ayant une forte dépendance spatiale pour les professionnels de la pêche peut soulever des interrogations, principalement lorsque l'effort de pêche ainsi que l'impact réel des engins de pêche sur les différents habitats marins ne sont jamais quantifiés. L'existence de 10 ans de preuves photo pour la zone des sauvages est mentionnée, mais, on ne fait aucune référence à l'évolution des habitats. Il est probable qu'en 10 ans, des modifications du milieu auraient été aperçues si les engins utilisés dans cette zone dégradaient les habitats.

Le principe de précaution sans « réelle approche scientifique » renforce la crainte des professionnels quant à la pérennité de leur métier et ne favorise pas l'acceptation des mesures, jugées difficilement compréhensibles. Pour trouver un équilibre entre tous les enjeux, il faut prendre en compte les équilibres des usages et notamment de la pêche artisanale.

Enfin, il faut rappeler que la pêche artisanale française dans les eaux de Jersey est une activité historique qui s'exerce depuis des siècles et qui constitue un patrimoine culturel commun à préserver au sein du golfe normand-breton.

➤ Do you have a view on its impact on any of those areas?

Avez-vous une opinion sur son impact sur l'un de ces domaines ?

L'impact sur la pêche professionnelle normande ainsi que la filière avale de l'Ouest Cotentin est indéniable. Les pêcheurs normands sont historiquement liés aux eaux de Jersey en termes de zones de pêche et de dépendance économique du fait de l'étroite proximité entre la côte normande et les eaux du bailliage.

L'impact de la mise en place de ce réseau d'AMP serait multiple.

Report de pêche et cohabitation impossible dans l'espace restant

La mise en place des aires marines protégées causerait un changement drastique en termes de zones de pêche possibles et les pertes spatiales seraient considérables. Cela entraînerait un report de leur effort de pêche vers d'autres zones où l'espace est déjà exigü. Cela cause des problèmes de cohabitation entre arts traînants et arts dormants ainsi que des risques de surpêche dans les zones de report. La perte de zones de pêche d'importance déstabiliserait la viabilité économique des navires artisanaux, dont certains ne s'en remettront pas.

Le report de zone de pêche serait même impossible pour certaines ressources car étant sédentaires (coquillages). Ainsi, la pêche des amandes ou des praires étant majoritairement localisée à Jersey et dans les zones de fermeture proposées seraient certainement amenées à disparaître au même titre que les navires qui en dépendent.

De plus, nous souhaitons alerter sur la vigilance à avoir en cas de surdensité des navires de pêche et des engins dormants dans les mêmes zones pouvant affecter la sécurité en mer.

Des impacts sous évalués du fait des biais des méthodes d'analyses

Ensuite, il nous semble que la description et l'analyse de l'impact sur les flottilles normandes est imprécise et incomplète. Les navires jersiais sont décrits sur 10 ans au travers des données VMS, AIS et des enquêtes pluriannuelles FISHMAP. Les navires français sont décrits uniquement à l'aide d'une seule source de données (VMS) et sur une seule année. Le principe d'égalité n'est pas respecté, ce qui est en décalage avec le TCA.

De même, l'étude d'impact économique réalisée est plus succincte pour les navires français que pour les navires jersiais. Une seule source de données (VMS) a été utilisée pour les navires français, d'autres sources de données françaises disponibles auraient pu être exploitées (enquête VALPENA, données de production).

Ensuite, l'étude ne porte que sur le temps de pêche passé dans les AMP et non sur l'impact économique réel. Elle ne porte que sur les arts traînants et essentiellement à la drague, d'autres métiers (notamment

les arts dormants) seraient également impactés. Il n’y a pas d’analyse du report d’effort de pêche et de ses conséquences (cohabitation, économiques). L’étude sur le chalut est non représentative car considère seulement l’année 2023, année non significative. L’étude comporte d’autres incompréhensions (nombre de jours analysés, quelle source/étude permet de définir les superficies de substrats exploitable par espèce, ...)

Avant toute prise de mesures et pour moduler celles-ci au regard de tous les enjeux à préserver, une analyse plus poussée de l’impact social et économique de la fermeture de si grandes zones est indispensable pour évaluer les effets individuels sur les navires et les effets globaux à l’échelle des équilibres fragiles entre les différents métiers. Toutes les données disponibles doivent être mobilisées. Ainsi, nous souhaitons être pleinement inclus aux futurs travaux sur les zones d’études. Nous attachons une véritable importance à l’évaluation robuste des répercussions socio-économiques.

➤ Do you have a view on whether the right decision was made by Government to reduce the size of the Marine Protected Areas designated in the Plan from the 27% of territorial waters proposed in the consultation to 23% in the final document?

Avez-vous une opinion sur le fait que le gouvernement ait pris la bonne décision en réduisant la taille des aires marines protégées désignées dans le Plan, de 27 % des eaux territoriales proposées lors de la consultation à 23 % dans le document final ?

Nous ne pouvons pas qualifier cette décision comme “bonne” tout comme il ne s’agit pas d’une réelle réduction de la taille du réseau d’AMP à notre sens. Il s’agit plutôt d’ajustements jouant sur le facteur temps qui permettront aux pêcheurs de s’adapter. Néanmoins, nous reconnaissons la recherche d’équilibre entre mesures de protection et maintien des activités de pêche, ce qui est positif.

À notre compréhension, la diminution des aires marines protégées n’est que temporaire : les zones viagères ne seront autorisées à la pratique de la pêche que pour une durée déterminée. Les zones d’études, quant à elles, ne sont pas encore classées comme zones protégées, mais elles le seront probablement après des études plus approfondies puisqu’elles étaient déjà proposées dans la version initiale du MSP. Ainsi, les 23,3% d’aires marines protégées cumulées aux 3,7% de zones d’études formeront les 27% initialement proposées dans la version 1 du MSP d’ici quelques années.

➤ Do you have a view on the Government’s consultation and how the feedback it received has been assessed?

Avez-vous une opinion sur la consultation du gouvernement et sur la manière dont les commentaires reçus ont été évalués ?

Nous pouvons souligner comme point positif le travail effectué par Jersey pour traiter et répondre à l’ensemble des commentaires reçus. Toutefois, nous déplorons que le seul moyen d’implication et d’expression du CRPMEM de Normandie ait été d’avoir la possibilité de répondre de manière écrite au MSP et cela en étant informé tardivement, qu’à partir de fin octobre 2023.

En effet, le processus de consultation des parties prenantes a commencé dès février 2023 et notamment avec des ateliers de consultation en présentiel. A l’image de l’atelier avec les pêcheurs jersiais en mars 2023 et au vu de l’importance de la pêche normande à Jersey, nous aurions apprécié une égalité de

traitement et bénéficier d'un dialogue de concertation en amont de la délimitation des zones proposées et de la finalisation du JMSP afin que la pêche normande puisse pleinement être considérée.

De même, le scrutiny panel a été lancé en période estivale pour un retour de notre part souhaité le 30 août. Il s'agit d'un délai très restreint dans une période où les différents interlocuteurs sont peu disponibles. Nous avons le sentiment d'être prévenu tardivement à chaque étape d'avancement.

➤ Do you have a view on the new fishing zone framework?

Avez-vous un avis sur le nouvel encadrement des zones de pêche ?

Les modifications apportées dans le plan d'action concernant les zones de pêche ont bien été comprises. Néanmoins, nous avons l'impression que certaines zones sont retirées seulement de façon provisoire, uniquement dans le but de contraindre l'acceptation du plan spatial marine (MSP).

C'est le cas par exemple des zones viagères (sunset) et des zones d'études (survey) qui ont une durée d'exploitation limitée dans le temps par les pêcheurs professionnels.

En outre, nous regrettons profondément que l'activité des arts dormants dans la zone interdite des Sauvages (NTZ) n'ait pas été prise en considération. Il est dommage qu'aucune étude d'impact n'ait été effectuée afin de caractériser ces enjeux. Cette zone est importante économiquement pour cette pêcherie.

De plus, la consultation des pêcheurs de Jersey a permis de revoir le périmètre spatial du réseau d'aires marines protégées. Néanmoins, dans le cadre d'une potentielle évolution des zones sunset et survey, le CRPMEM de Normandie reste vigilant à la bonne prise en compte des paramètres socio-économiques.

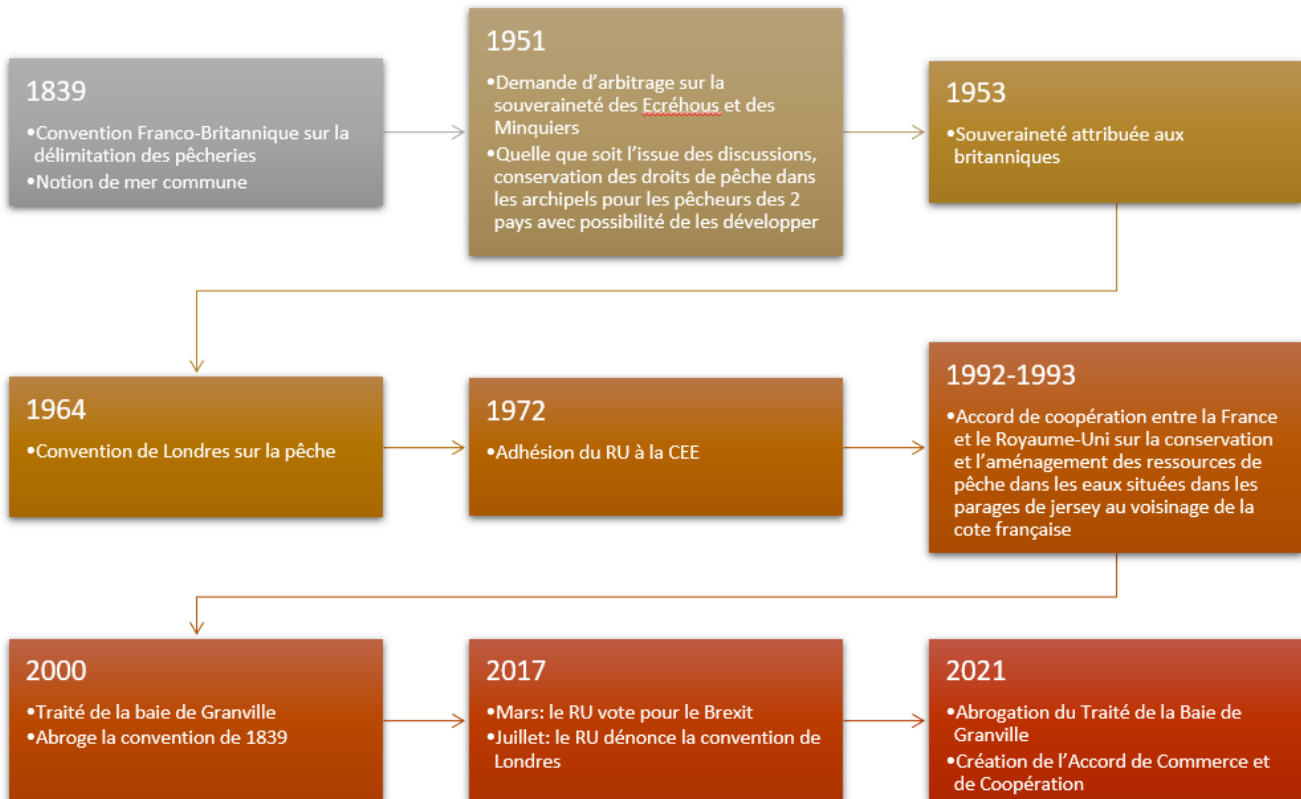
Enfin, les mesures d'interdiction étant proposées sur principe de précaution, nous regrettons qu'aucun suivi scientifique sur l'efficacité ou non de ces mesures ait été annoncé pour ces prochaines années.

➤ Do you think that your company, organisation or the activity you do will be adversely or positively impacted by any aspects of the Marine Spatial Plan?

Pensez-vous que votre entreprise, votre organisation ou l'activité que vous exercez sera impactée négativement ou positivement par certains aspects du Plan d'aménagement de l'espace marin ?

La mise en place d'AMP, notamment dans certains secteurs spécifiques, va entraîner une exclusion de navires dépendants à ces zones, nous avons évoqué ci-dessus la pêche de certains coquillages comme les praires. Ces derniers ne sont pas ou peu mobiles, il n'y a donc pas d'effet réserve à attendre de ces mesures mais uniquement une exclusion de nos navires. C'est pourquoi nous voyons ces mesures plutôt négativement.

Nous avons le sentiment que le MSP vient s'ajouter à un long travail d'échanges entre nos deux pays qui ont toujours entraîné une diminution des droits de pêche pour les français. Jersey et la France entretiennent des relations historiques de coopération en matière de gestion des pêches, il serait souhaitable que ces dernières soient entretenues.

HISTORIQUE DES RELATIONS ENTRE JERSEY, LE ROYAUME-UNI ET LA FRANCE


Au travers du Trade and Cooperation Agreement (TCA), Jersey est engagé à respecter les droits de pêche historiques et antérieurs au Brexit des navires français. Dans ce cadre, Jersey est engagé à ce qu'il n'y ait pas de mesures discriminatoires et à assurer un maintien des activités telles qu'elles existaient avant le Brexit. Il nous semble donc primordial que la définition du réseau d'aires marines protégées se fasse en concertation avec la pêche française pour la prendre en considération.

Enfin, le MSP vise à planifier les usages en mer et pourtant il ne traite pas du sujet éolien, pourtant des zones sont déjà pré-ciblées. Il n'y a donc pas de prise en compte des restrictions que cela peut entraîner liées aux parcs éoliens et au développement des câbles sous-marins inhérents. Cela entraînera une diminution supplémentaire des possibilités de pêche et donc un cumul avec les AMP.

➤ In your view, are there any further considerations/solutions that should be included in the Marine Spatial Plan? If so, could you provide further detail?

Selon vous, y a-t-il d'autres considérations/solutions qui devraient être incluses dans le plan d'aménagement de l'espace marin ? Si oui, pourriez-vous fournir plus de détails ?

- Il faudrait inclure les représentants des pêches français dans l'élaboration des périmètres des aires marines protégées et pour la prise de mesures car les navires français sont les premiers impactés.

- Les travaux d'analyse de risque de porter atteinte aux enjeux de conservation des sites N2000 ont actuellement lieu et ont pour échéances des mesures effectives pour 2027. Il serait pertinent que les mesures jersiaises et françaises soient confrontées pour s'assurer de leur cohérence et de leurs effets cumulés sur les usages en mer.
- Il faudrait revoir l'interdiction systématique des arts traînants basée sur le principe de précaution car la mesure est parfois trop forte ou incohérente pour répondre à l'objectif de maintenir les habitats à un bon niveau de conservation. Un effort de pêche mesuré n'est pas incompatible avec les objectifs de conservation. De même, interdire la pêche au chalut pélagique (qui n'est pas en contact avec le fond) est une absurdité pour des zones de protection d'habitats.
- Afin d'évaluer la pertinence et de potentiellement réviser les mesures d'interdiction, un suivi scientifique sur l'efficacité des mesures vis-à-vis des enjeux ciblés devrait être développé.
- Il serait pertinent de travailler en cohérence à l'échelle du Golfe Normand Breton (GNB). La mise en place d'une méthodologie commune aux états jersiais et français, permettrait d'avoir une approche plus globale et similaire pour l'ensemble des aires marines protégées du GNB. Cela favoriserait l'acceptabilité et la compréhension des mesures par les professionnels de la pêche.

➤ **Are there any elements of the Marine Spatial Plan that raise concern for you? If so, could you provide further detail?**

Y a-t-il des éléments du plan d'aménagement de l'espace marin qui vous préoccupent ? Si oui, pourriez-vous fournir plus de détails ?

Comme évoqué précédemment, la différence de traitement entre données de pêche française et jersiaise nous fait nous interroger fortement, en particulier sur l'objectivité de l'approche.

Nous avons également des interrogations en ce qui concerne les zones de protection portuaires, la carte indique des zones portuaires, on nous a répondu sur ce point que les secteurs balisés seraient plus restreints mais nous n'avons pas d'information dessus. Dans un secteur comme les Minquiers et Les Ecréhous, nous ne voyons pas la raison d'interdire l'accès toute l'année alors que le mouillage est utilisé de façon saisonnière : nous comprendrions mieux une fermeture uniquement pendant les mois estivaux. Il y a un besoin de précisions et de rester réalistes sur le sujet sinon cela ne respecte pas les engagements du TCA.

Plusieurs autres éléments du MSP manquent de clarté (modalités de viager, mesures compensatoires, période des zones saisonnières, etc.), ce qui ne nous permet pas de nous projeter et d'anticiper les adaptations souhaitées par les pêcheurs normands. Il est donc difficile de visualiser l'impact de sa mise en œuvre.

Concernant la proposition de zones de viager, il n'y a pas de détails sur ses modalités mais dans le MSP, il est mentionné qu'il « pourrait être d'une période de 5 ans ». Nous remarquons qu'il s'agit là de la mise en application du TCA, il n'y a donc pas de mesure spécifique de prise sur ces secteurs.

➤ **To what extent do you think the Marine Spatial Plan will be successful in fulfilling its international obligations?**

Dans quelle mesure pensez-vous que le Plan d'aménagement de l'espace marin parviendra à remplir ses obligations internationales ?

Pour atteindre l'objectif de 30% d'aires marines protégées d'ici 2030 visé par le Cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal (KMGBF) adopté par Jersey, le MSP propose 27% d'aires marines protégées (aires protégées + zones d'études) d'ici 2030. Pour correspondre à l'objectif 30%, y aura-t-il 3% supplémentaires proposés par Jersey d'ici 2030 et auquel cas où seront-ils localisés ? Y aura-t-il un processus de consultation ?

Ensuite, aires marines protégées ne signifie pas une exclusion systématique des arts traînants voir des arts dormants. Le développement durable et la protection écosystémique s'effectuent au travers d'une vision intégrée des activités maritimes économiques telles que la pêche professionnelle. La conciliation des usages et des enjeux environnementaux, en évaluant les effets, doit être privilégiée à l'exclusion systématique.

Concernant le respect du TCA, il ne nous semble pas pleinement acquis. Le TCA indique que "les Parties coopèrent en vue de garantir la durabilité environnementale à long terme et le caractère bénéfique des incidences économiques et sociales des activités de pêche s'exerçant sur les stocks partagés dans leurs eaux, tout en respectant pleinement les droits et obligations des États côtiers indépendants qu'elles exercent." A notre sens, la coopération pour garantir des incidences socio-économiques bénéfiques et une durabilité environnementale n'est pas pleinement acquise puisque le processus de concertation à notre égard est limité et que le réseau d'AMP nous est imposé, tout comme les ajustements de ce réseau formulés qui ne sont que marginaux et illusoire.

De plus, le réseau proposé viendrait à supprimer quasiment 100% des zones de pêche pour certains navires et certaines ressources (amande) rendant inexploitable certains fishing permit (fishing permit praire-amande).

L'inégalité de la description et de l'analyse économique du MSP entre les navires jersiais et les navires français, sans recherche de données auprès de la France, nous paraît également discriminatoire.

➤ **Do you have any information on whether Government has sufficient resources to implement and/or police any parts of the Marine Spatial Plan.**

Avez-vous des informations indiquant si le gouvernement dispose de ressources suffisantes pour mettre en œuvre et/ou contrôler certaines parties du plan d'aménagement de l'espace marin ?

Comment Jersey compte contrôler l'efficacité des mesures prises (interdiction de pêche) sur l'état de conservation des habitats sachant que les états de conservation des habitats sont inconnus ?

30 August 2024

Submission – Review of the Marine Spatial Plan

Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins de Normandie

➤ *Does the Marine Spatial Plan achieve the correct balance between commercial activity, leisure activity, the Island's cultural heritage and the needs of the natural environment?*

It is hard to talk about balance when the whole approach to the environment is based on the precautionary principle. What is more, most of the measures proposed concern professional fishing, and they have a major impact. they are also highly impactful. The methodology used by the Jersey Government is not consistent with that used for the MPAs in France and more locally in the Normandy-Breton Gulf (Anse de Vauville, Banc et Récifs de Surtainville, Chausey). The French methodology seeks to strike a balance between all the issues. It is therefore difficult to find a geographical balance in such a small area.

Lack of consistency with French methodology

Jersey, like France, aims to have 30% of its waters covered by marine protected areas (MPAs) by 2030. In order to achieve this common objective, it would be interesting to maintain consistency between the methodologies used by Jersey and France. In fact, the competent French services have a more exhaustive methodology, known as Analyse Risque Pêche (ARP), a method detailed in our contribution to the MSP. This method makes it possible to characterise the impact of fishing activities on the habitats and species at stake in the marine protected area. habitats and species in the marine protected area. Pressures are reduced to the point where they are not detrimental to the conservation status of habitats/species while allowing fishing activities to continue. By regulatory measures can potentially be put in place in a concerted manner. concerted action.

Lack of risk characterisation by Jersey

A better understanding of the measures taken by the Jersey authorities with regard to habitats could have been obtained by providing more information. Indeed, in the documents provided for this consultation, the conservation status of habitats is never specified. The main argument seems to be the extraordinary nature of these habitats in terms of diversity. It is clear that special attention should be paid to such remarkable habitats. preventive measures in areas that are economically important and have a high spatial dependence on areas that are economically important and have a high spatial dependency for the fishing industry. fishing effort and the real impact of fishing gear on the various marine habitats are never quantified. marine habitats are never quantified. The existence of 10 years of photo evidence for the Sauvages No Take zone is mentioned, but no reference is made to changes in habitats. It is likely that in 10 years, changes in the environment would have been seen if the gear used in this area was degrading the habitats. The precautionary principle, with no 'real scientific approach,' reinforces the fear of professionals the sustainability of their profession and does not encourage acceptance of the measures, which are deemed difficult to understandable. To strike a balance between all the issues at stake, it is necessary to take into account the balance of uses, particularly small-scale fishing.

Finally, it should be remembered that small-scale French fishing in Jersey waters is a historic activity which has been practised for centuries and which constitutes a common cultural heritage to be preserved within the Golfe Normand Breton.

➤ *Do you have a view on its impact on any of those areas?*

The impact on Normandy's professional fishing industry and the downstream sector in West Cotentin is undeniable. Norman fishermen have historically been linked to Jersey waters in terms of fishing zones and economic dependence due to the close proximity between the Normandy coast and the waters of the Bailiwick. The impact of setting up this network of MPAs would be multiplied.

Postponement of fishing and impossible cohabitation in the remaining space

The establishment of marine protected areas would cause a drastic change in terms of possible fishing zones, and the spatial losses would be considerable. This would lead to a transfer of their fishing effort to other areas where space is already at a premium. This causes problems of cohabitation between trawlers and passive gear, as well as risks of overfishing in the transfer zones. The loss of fishing grounds would destabilise the economic viability of small-scale vessels, some of which will never recover. The transfer of fishing zones would even be impossible for certain resources because they are sedentary (shellfish). For example, dog cockle and clam fishing are mainly located in Jersey and in the proposed closed areas. the proposed closed areas would certainly disappear, as would the vessels that depend on them. We would also like to draw attention to the need for vigilance in the event of an overcrowding of fishing vessels and passive gear in the same areas. gear in the same areas, which could affect safety at sea.

Impacts under-evaluated due to biases in analysis methods.

Secondly, it seems to us that the description and analysis of the impact on the Normandy fleets is imprecise and incomplete. Jersey vessels are described over a 10-year period using VMS, AIS and multiannual FISHMAP surveys. French vessels are only described using a single data source (VMS) and over a single year. The principle of equality has not been respected, which is not conform to the TCA. Similarly, the economic impact study carried out is more succinct for French vessels than for Jersey vessels. Only one source of data (VMS) was used for the French vessels, while other available French data sources could have been used. available French data sources could have been used (VALPENA survey, production data). Secondly, the study focuses only on the fishing time spent in MPAs and not on the real economic impact.. It focuses only on dredge fishing, and mainly on dredging, while other types of fishing (in particular passive gear) would also be impacted. There is no analysis of the transfer of fishing effort and its consequences (cohabitation, economic). The trawl study is not representative because it only considers the year 2023, which is not a significant year. The study contains other misunderstandings (number of days analysed, which source/study is used to define the surface area of exploitable substrates by species, etc.) Before any measures are taken, and in order to adjust them to take account of all the issues to be protected, a more detailed analysis of the social impact of the measures should be carried out. analysis of the social and economic impact of the closure of such large areas is essential in order to assess the individual effects on the vessels and the overall effects on the scale of the fragile balance between the various trades. All available data must be mobilised.

We therefore want to be fully involved in future work on the study areas. We attach real importance to the robust assessment of socio-economic impacts.

➤ *Do you have a view on whether the right decision was made by Government to reduce the size of the Marine Protected Areas designated in the Plan from the 27% of territorial waters proposed in the consultation to 23% in the final document?*

We cannot describe this as a 'good' decision, just as it is not a genuine reduction in the size of the MPA network. Rather, it is a question of making adjustments based on the factor that will allow fishermen to adapt. Nevertheless, we recognise the need to balance between protection measures and maintaining fishing activities, which is positive. As far as we understand it, the reduction in marine protected areas is only temporary and will only be authorised for fishing for a limited period. The study areas are not yet classified as protected areas, but they will probably be after more in-depth studies, as they were already proposed in the initial version of the MSP. Thus, the 23.3% of marine protected areas combined with the 3.7% of study areas will make up the 27% initially proposed in version 1 of the MSP within a few years.

➤ *Do you have a view on the Government's consultation and how the feedback it received has been assessed?*

On a positive note, we can highlight the work done by Jersey to process and respond to all the comments received. However, we deplore the fact that the only means of involvement and expression of the Normandy CRPMEM was to have the opportunity to respond in writing to the MSP in writing, and only after being informed at a late stage, at the end of October 2023. In fact, the stakeholder consultation process began in February 2023, notably with face-to-face consultation workshops. Like the workshop with Jersey fishermen in March 2023 and in view of the importance of Jersey's Normandy fishery, we would have appreciated an equality of opportunity and benefit from a concerted dialogue upstream of the delimitation of the proposed zones and the finalisation of the JMSP so that Normandy fisheries can be fully considered. Similarly, the scrutiny panel was launched during the summer period, with a return from us expected on 30 August. This is a very tight deadline at a time when the various parties involved are not very available. We have the feeling that we are being given late notice at every stage of progress.

➤ *Do you have a view on the new fishing zone framework?*

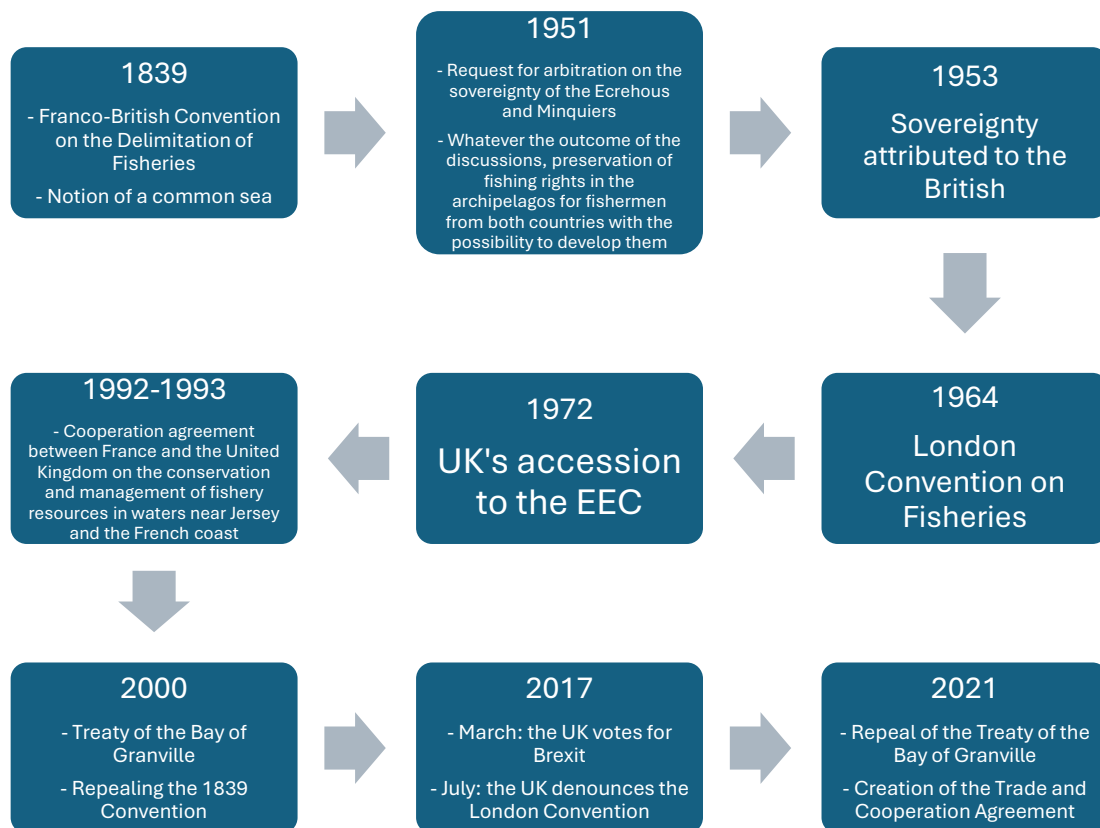
The changes made in the action plan concerning fishing zones have been well understood. However, we have the impression that some zones have been withdrawn only temporarily, solely in order to force acceptance of the Marine Spatial Plan (MSP). This is the case, for example, with sunset zones and survey zones, which have a time-limited period of use as defined in the MSP by professional fishermen. In addition, we deeply regret that the activity of passive fishing in the Sauvages (NTZ) has not been taken into account. It is a pity that no impact study has been carried out to characterise these issues. This zone is economically important for this fishery. In addition, consultation with Jersey fishermen has led to a review of the spatial perimeter of the network of protected areas. Nevertheless, in the context of potential changes to the sunset and survey zones, the Normandy CRPMEM remains vigilant to ensure that socio-economic parameters are taken into account. Finally, as the prohibition measures are being proposed on the basis of the precautionary principle, we regret that there has been no scientific monitoring of the effectiveness or otherwise of these measures has been announced for the next few years.

➤ Do you think that your company, organisation, or the activity you do will be adversely or positively impacted by any aspects of the Marine Spatial Plan?

The establishment of MPAs, particularly in certain specific sectors, will lead to the exclusion of vessels dependent on these areas. We mentioned above the fishing of certain shellfish such as clams. These shellfish are not very mobile, if at all, so there is no reserve effect to be expected from these measures but only an exclusion of our vessels. This is why we view these measures rather negatively. We feel that the MSP comes on top of a long history of exchanges between our two countries, which have always led to a reduction in fishing rights for the French. Jersey and France have a long history of cooperation in fisheries management it would be desirable for these to be maintained.

Through the Trade and Cooperation Agreement (TCA), Jersey is committed to respecting the historic, pre-Brexit fishing rights of French vessels. Within this framework, Jersey is committed to ensuring that there are discriminatory measures and to ensure a continuation of activities as they existed prior to the Brexit. We therefore believe that it is vital that the definition of the network of marine protected areas is carried out in consultation with the French fishing industry, in order to ensure that it is properly implemented with the French fishing industry to take it into account. Finally, the MSP aims to plan uses of the sea, yet it does not deal with wind energy, even though some areas have already been earmarked for this purpose. zones have already been pre-targeted. There is therefore no consideration of the restrictions that this may entail related to wind farms and the development of the inherent submarine cables. This will lead to further reduction in fishing opportunities and therefore cumulation with MPAs.

History of Relations Between Jersey, the United Kingdom and France



➤ *In your view, are there any further considerations/solutions that should be included in and if so, could you provide further detail?*

French fisheries representatives should be included in drawing up the perimeters of the marine protected areas and in taking measures, as French vessels are the first to be impacted.

Work is currently underway to analyse the risk of damaging the conservation of N2000 sites is currently underway, with the aim of implementing effective measures by 2027. It would be useful that the Jersey and French measures be compared to ensure that they are consistent and have their cumulative effects on uses at sea. The systematic ban on dredges based on the precautionary principle should be reviewed because the measure is sometimes too strong or inconsistent to meet the objective of maintaining habitats at a satisfactory level of conservation. A measured fishing effort is not incompatible with conservation objectives. Similarly, banning pelagic trawling (which is not in contact with the seabed) is absurd in areas where habitats are protected. In order to assess the relevance and potentially revise the prohibition measures, scientific monitoring of the effectiveness of the measures with regard to the conservation of habitats should be carried out. Scientific monitoring of the effectiveness of the measures in relation to the targeted issues. It would be relevant to work in a coherent manner at the scale of the Golfe Normand Breton (GNB). The methodology common to the Jersey and French states would make it possible to have a more similar approach for all the marine protected areas in the GNB. This would promote the acceptability and understanding of the measures by fishing professionals.

➤ *Are there any elements of the Marine Spatial Plan that raise concern for you? If so, could you provide further detail?*

As mentioned earlier, the difference in treatment between French and Jersey fishing data Jersey fisheries data makes us wonder about the objectivity of the approach. We also have questions about the port protection zones. We were told that the marked-out sectors would be more restricted, but we have no information about it. In a sector like Les Minquiers and Les Ecréhous, we don't see the reason for banning access all year round when the mooring is used on a seasonal basis. We would understand better a closure only during the summer months. There is a need for clarification and to remain realistic on the subject, otherwise this does not meet the commitments. Several other elements of the MSP lack clarity (life annuity arrangements, compensatory measures, seasonal zones, etc.), which does not allow us to plan ahead and anticipate the adaptations desired by Norman fishermen. It is therefore difficult to visualise the impact of its implementation. With regard to the proposal for life annuity zones, there are no details of the arrangements, but the MSP, mentions that it 'could be for a period of 5 years. We note that this is the application of the TCA, so there are no specific measures taken on these sectors.

➤ *To what extent do you think the Marine Spatial Plan will be successful in fulfilling its international obligations?*

To achieve the goal of 30% protected marine areas by 2030 as set out in the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework (KMGBF) adopted by Jersey, the Marine Spatial Plan (MSP) proposes 27% protected marine areas (including protected areas and study zones) by 2030. To meet the 30% target, will Jersey propose an additional 3% by 2030, and if so, where will these areas be located? Will there be a consultation process?

Furthermore, protected marine areas do not necessarily mean a systematic exclusion of bottom trawling or dormant fishing practices. Sustainable development and ecosystem protection are achieved through an integrated vision of economic maritime activities such as professional fishing. Balancing uses and environmental issues by evaluating their effects should be favoured over systematic exclusion.

Regarding compliance with the Common Fisheries Policy (CFP), it does not seem fully assured to us. The CFP states that 'Parties cooperate to ensure long-term environmental sustainability and the beneficial socio-economic impacts of fishing activities on shared stocks in their waters, while fully respecting the rights and obligations of independent coastal states they exercise.' In our view, cooperation to ensure beneficial socio-economic impacts and environmental sustainability is not fully assured, as the consultation process concerning us is limited and the network of Marine Protected Areas (MPAs) is imposed upon us, as are the adjustments to this network, which are marginal and illusory.

Moreover, the proposed network would eliminate nearly 100% of fishing zones for certain vessels and resources (e.g., scallops), making certain fishing permits (e.g., scallop fishing permits) unusable.

The inequality in the economic description and analysis of the MSP between Jersey vessels and French vessels, without seeking data from France, also seems discriminatory.

➤ *Do you have any information on whether the Government has sufficient resources to implement and/or monitor any parts of the Marine Spatial Plan?*

How does Jersey plan to monitor the effectiveness of measures taken (fishing bans) on habitat conservation status, considering that habitat conservation statuses are unknown?